



HAL
open science

Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011)

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay

► **To cite this version:**

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay. Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011). *Revue Française de Science Politique*, 2013, 63 (2013/5), pp.815 - 839. 10.3917/rfsp.635.0815 . hal-02916973

HAL Id: hal-02916973

<https://hal.science/hal-02916973>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MOBILISATIONS PAR DÉLIBÉRATION ET CRISE POLARISANTE

LES PROTESTATIONS PACIFIQUES EN SYRIE (2011)

Adam Baczko, Gilles Dorransoro et Arthur Quesnay

« *This appearance of stability was self-fulfilling : if people expected protest to fail, only the courageous or foolhardy would participate. With such small numbers, protest could not fail to fail. So long as revolution remained “unthinkable”, it remained undoable. It could come to pass only when large numbers of people began to “think the unthinkable”.* »¹

Le 13 mars 2011, quinze adolescents de Deraa, au sud de la Syrie, sont torturés par les services de renseignement pour avoir écrit des graffitis contre le régime. Cet incident est suivi de protestations à Deraa même à partir du 15 mars puis, très vite, dans une grande partie du pays². Ces manifestations, pacifiques, soulèvent une série de questions. Pourquoi descendre dans la rue quand on sait le pouvoir prêt à tirer sur la foule ? Comment organiser la contestation quand la surveillance policière est omniprésente ? Comment rendre compte des slogans unanimistes et de la présence de minoritaires ethniques ou religieux dans les cortèges – en contradiction avec une logique communautaire supposée dominante ?

Pour répondre à ces questions, notre travail de terrain s’est effectué principalement dans la partie du gouvernorat d’Alep hors du contrôle du gouvernement de Damas³. Nos résultats participent cependant à la compréhension de la phase initiale du mouvement syrien dans son ensemble, suggérant ou falsifiant certaines interprétations. Pour expliquer l’émergence de ce mouvement de protestation, différentes approches se révèlent, à des degrés divers, inadaptees : mobilisation des ressources, choc moral, théorie du choix rationnel (TCR).

Différentes théories à l’épreuve du cas syrien

Sans s’inscrire dans un cadre théorique très articulé, une première série d’interprétations privilégie le communautaire et la dégradation de la situation économique sur fond de

1. Charles Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 172.

2. Pour une présentation de la révolution syrienne, voir François Burgat, Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013. Pour une présentation du gouvernorat d’Alep, voir Jean-Claude David, « Dynamiques citadines et production de l’espace en Syrie, le cas d’Alep », dans « La ville en Syrie et ses territoires : héritages et mutations », *Bulletin d’études orientales*, 52, 2000, p. 280-297.

3. Un premier terrain a été effectué en décembre 2012-janvier 2013 à Alep, Al-Bab, Mara, Azaz, Qobane, Afrin, Akhtarin et Al-Raï. Un second terrain, en août 2013 à Alep, Hureitan et Anadan, nous a permis de compléter nos sources. Ce travail repose sur une centaine d’entretiens portant notamment sur les mobilisations pacifiques dans le gouvernorat. À l’exception de quatre femmes, les personnes interrogées sont des hommes, généralement jeunes, ayant participé aux premières vagues de protestation. Les entretiens ont été anonymisés pour protéger nos interlocuteurs. Par ailleurs, différents entretiens avec des activistes d’autres régions ont confirmé nos hypothèses.

croissance démographique incontrôlée comme explication des manifestations. En particulier, Fabrice Balanche cherche à démontrer que des demandes ignorées par le régime syrien ont conduit à un mouvement de protestation, dans une logique qui rappelle la théorie de la frustration relative¹. De plus, la dégradation de la situation économique aurait exacerbé les tensions communautaires en raison de l'inégalité de l'allocation des ressources. Ainsi, l'auteur de « Géographie de la révolte syrienne », ramène le mouvement du printemps 2011 à une mobilisation des zones périphériques arabes sunnites contre la communauté alaouite².

Cette interprétation repose sur un double glissement : d'une part, l'identité des protestataires est déduite de la localisation géographique des manifestations et, d'autre part, la nature des revendications est mécaniquement dérivée de l'identité supposée des protestataires. Or, comme l'indiquent nos entretiens, les individus manifestent souvent en dehors de leur quartier, ce qui rend aléatoire le lien entre lieu de la manifestation et identité des manifestants. De plus, les quartiers sont rarement homogènes, ce qui introduit une incertitude supplémentaire. Enfin, si la logique communautaire était initialement dominante en Syrie, comment expliquer que des jeunes kurdes et chrétiens participent aux protestations dans le gouvernorat d'Alep, que des Kurdes se mobilisent dans l'est et des Druzes dans le sud de la Syrie³ ?

L'autre élément de l'interprétation – les protestataires appartiendraient aux populations marginalisées – est pour le moins à nuancer. En effet, le public des manifestants ne se résume pas, loin de là, aux périphéries sunnites marginalisées : une partie des enfants de la bourgeoisie d'Alep participe aux protestations et, dans de nombreux cas, joue un rôle décisif dans leur organisation. De même, les protestations ont commencé à Deraa, une région connue pour ses liens avec le pouvoir central.

Enfin, ces analyses font l'impasse sur le discours des manifestants – décrit comme un « écran de fumée idéologique » –, évacuant ainsi la question de la subjectivité des acteurs au profit d'explications objectivistes, où les demandes se traduisent mécaniquement par la mobilisation de « communautés » immuables⁴. En particulier, cette approche n'explique pas pourquoi les individus s'engagent à ce moment précis dans la mobilisation. L'hypothèse économico-communautaire échoue donc à analyser ce qui s'invente dans les protestations – une délibération, un discours, des ressources –, interdisant toute intelligibilité de la trajectoire du mouvement syrien.

Par ailleurs, les théories de la mobilisation des ressources ne rendent pas compte du cas syrien. En effet, à la veille de la révolution, aucun groupe organisé ne dispose des ressources pour organiser une mobilisation contre le pouvoir. Les rares dissidents demeurent en prison ou en exil ; les principales institutions sont sous étroite surveillance. De plus, le régime a

1. Ted Gurr, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

2. Fabrice Balanche, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-terre*, 29 (3), 2011, p. 437-458.

3. Les entretiens réalisés entre 2011 et 2013 à Erbil (octobre 2011, février 2012), Dohouk, Afrin et Qobhane (décembre 2012, janvier 2013) parmi la population kurde syrienne font état d'une forte mobilisation des populations kurdes dès l'annonce de l'incident de Deraa. Ainsi, la première manifestation kurde a lieu le 17 mars 2011 dans la ville d'Amouda en solidarité aux victimes de Deraa. Voir également Arthur Quesnay, Cyril Roussel « Pour qui se battre ? Le dilemme kurde », dans F. Burgat, B. Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie, op. cit.*. Bien qu'on n'observe pas de mobilisation massive dans les régions druzes, ces derniers manifestent dans des cortèges de plusieurs centaines d'individus : voir Cyril Roussel, *Pouvoir et communautés dans la Syrie baathiste. La communauté druze et l'État syrien*, Paris, IREMMO/L'Harmattan, à paraître.

4. F. Balanche, « Géographie de la révolte syrienne », art. cité, p. 437-438.

mis en place des modes de gestion – décharge et communautarisation – pour assurer la stabilité de l'ordre politique¹. Le constat d'Élizabeth Picard en 2005 reste valable :

« En interrogeant le monde associatif, les milieux intellectuels laïcistes, la mouvance islamiste, force est de constater que, même combinées avec des pressions extérieures et dans un contexte de crise économique, les dynamiques sociétales peinent à induire des changements démocratiques en Syrie. »²

En utilisant l'approche par la mobilisation des ressources à un niveau local, certains auteurs ont toutefois fait l'hypothèse que les premières protestations émergent dans les régions où les réseaux de solidarité – claniques, transnationaux, criminels, familiaux – sont les plus denses et les plus interpénétrés, notamment à Deraa, point de départ de la contestation, ainsi qu'à Idlib, Homs et Der ez-Zor³. Or, des entretiens menés avec des participants aux premières manifestations dans ces quatre provinces ne valident pas cette hypothèse car ces derniers n'appartiennent pas à des familles influentes ou à des réseaux liés aux divers trafics qui se déroulent aux frontières de la Syrie⁴. Par ailleurs, même en admettant cette hypothèse, comment expliquer la contagion presque immédiate à des régions éloignées, où ces réseaux n'ont pas joué de rôle significatif ? Au final, on constate l'absence à peu près universelle des associations, partis politiques, grandes figures culturelles, tribus dans le mouvement initial de protestation.

Les manifestations syriennes posent donc la question des mobilisations sans mobilisateurs dans la lignée des événements d'Iran en 1979 et d'Allemagne de l'Est en 1989. Or, les deux grandes approches appliquées pour rendre compte de ces mobilisations, le choc moral et la TCR (Théorie du choix rationnel), ne sont pas utilisables en raison de leurs faiblesses internes plus que des particularités structurelles de la situation syrienne.

La référence constante à Deraa dans les entretiens amène à considérer l'hypothèse d'un « choc moral » pour rendre compte de la participation des individus aux manifestations⁵. Mais cette approche n'explique pas pourquoi la protestation se produit à *ce moment précis*. En effet, l'incident de Deraa suscite l'indignation, mais ne révèle rien au public syrien, qui connaissait la violence du régime et le caractère récurrent des incidents⁶. En ce sens, le cas syrien confirme

1. Nous prenons ici le concept de « décharge » dans le sens que lui a donné Béatrice Hibou, c'est-à-dire « l'usage de truchements privés comme mode dominant de la gouvernabilité » (dans « Retrait ou redéploiement de l'État », *Critique internationale*, 1, 1998, p. 151-168, dont p. 154). Sur la décharge en Syrie, voir Thomas Pierret, Kjetil Selvik, « Limits Of "Authoritarian Upgrading" in Syria : Private Welfare, Islamic Charities, and the Rise of the Zayd Movement », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 41, 2009, p. 595-614. Sur la gestion communautaire, voir Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2000 ; C. Rousset, *Pouvoir et communautés...*, op. cit.

2. Élizabeth Picard, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère*, 4, 2005, p. 757-768, dont p. 762.

3. Reinoud Leenders, Steven Heydemann, « Popular Mobilization in Syria : Opportunity and Threat, and the Social Networks of the Early Risers », *Mediterranean Politics*, 17 (2), 2011, p. 139-159. Pour les « early risers », voir Sydney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

4. Cf. notamment l'entretien réalisé avec un participant aux premières manifestations dans les provinces de Deraa, à Aman, octobre 2013. Des entretiens avec des manifestants de Damas, Homs, Alep, Idlib, Raqqa, Latakiah, Qamishli et Deir Ez-Zor confirment ces hypothèses pour l'ensemble de la Syrie.

5. James M. Jasper, *The Art of Moral Protest*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997, p. 106. L'auteur définit ainsi le choc moral : « An unexpected event or piece of information [which] raises such a sense of outrage in a person that she becomes inclined toward political action, with or without the network of personal contacts emphasized in mobilization and process theories ».

6. Voir Raphaël Lefevre, *Ashes of Hama. The Muslim Brotherhood in Syria*, Londres, Hurst, 2013.

les critiques sur le caractère potentiellement circulaire du concept de choc moral dans la mesure où il est difficile de préciser à quel moment l'indignation est telle qu'elle débouche sur une mobilisation¹. Dès lors, le rôle des événements de Deraa dans le déclenchement des protestations au niveau national doit être relativisé. Dans un régime aussi répressif que la Syrie, l'expression publique d'une émotion constitue un acte de contestation qui indique une opposition *préalable* au régime. De fait, les graffitis de Deraa à l'origine de l'incident s'inscrivent dans une série de protestations peu médiatisées, qui témoignent d'une mobilisation déjà engagée².

En principe, la TCR offre une autre piste pour rendre compte de la mobilisation, mais se heurte *prima facies* à une aporie. En effet, comment expliquer que des individus descendent dans la rue pour des biens collectifs, alors que les risques individuels (mort, torture) sont considérables³ ? L'individu modélisé par la TCR n'a aucun intérêt à s'investir dans une mobilisation quand la répression entraîne des coûts exorbitants⁴. Dans ce cadre théorique, le paradoxe du *free rider* est d'autant plus incontournable qu'aucune incitation sélective n'est démontrable. En effet, les premiers individus qui manifestent ne sont liés à aucune institution qui pourrait affecter significativement les coûts et les bénéfices de l'action envisagée et les revendications ne sont jamais catégorielles.

Pour contourner le paradoxe du *free rider*, Mark Granovetter propose, en s'appuyant sur la théorie des jeux⁵, une théorie de la masse critique (TMC). Dans cette perspective, les bénéfices qu'un individu tire de son engagement dépendent directement des choix des autres individus. En effet, chacun possède un seuil (fixé au préalable) à partir duquel il estime que le nombre d'individus qui manifestent rend son engagement suffisamment peu coûteux et le succès assez probable pour se mobiliser à son tour. Ces engagements successifs peuvent créer des manifestations massives et inattendues car, la répartition des seuils n'étant pas uniforme, la mobilisation peut connaître des accélérations significatives.

La TMC a été utilisée pour rendre compte des mobilisations en Iran et en Allemagne de l'Est. Ainsi, Timur Kuran fonde son explication de ces événements sur la réduction des coûts politiques provoquée par le nombre croissant de manifestants, permettant à chacun d'exprimer publiquement les préférences privées – en pratique ici, son mécontentement –

1. Ruud Koopmans, Jan W. Duyvendak, « The Political Construction of the Nuclear Energy Issue and its Impact on the Mobilization of Anti-Nuclear Movements in Western Europe », *Social Problems*, 42 (2), 1995, p. 235-251 ; Francesca Polletta, Edwin Amenta, « Second that Emotion ? Lessons from Once-Novel Concepts in Social Movement Research », dans Jeff Goodwin, James M. Jasper, Francesca Polletta (eds), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001, p. 307-308 ; Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, 60 (2), avril 2010, p. 335-358.

2. Leyla Vignal rapporte que les premiers appels à manifester passent sur les réseaux sociaux dès février 2011 (dans « Jours tranquilles à Damas. Aperçus de la révolte syrienne », *Esprit*, 6, 2011, p. 94-102, dont p. 99). Nos entretiens à Alep confirment cette hypothèse.

3. Mancur Olson, *The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.

4. Raymond Boudon a souligné les limites de la TCR pour expliquer les engagements qui mettent en jeu des valeurs morales et amènent des comportements individuels non égoïstes (Raymond Boudon, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003, p. 42-47).

5. Mark Granovetter, « Threshold Models of collective Behavior », *American Journal of Sociology*, 83 (6), 1978, p. 1420-1443. Il s'appuie notamment sur Thomas C. Shelling, « Hockey Helmets, Concealed Weapons, and Daylight Saving. A Study of Binary Choices with Externalities », *The Journal of Conflict Resolution*, 17 (3), 1973, p. 381-428.

auparavant dissimulées¹. Susanne Lohmann généralise les hypothèses de Kuran en modélisant les engagements individuels comme un jeu de signalisation : « *The status quo becomes unsustainable when mass protest activities reveal information about its malign nature and lack of public support* »². L'information sur le régime, jusque-là invisible, car diffuse en raison de la passivité de la population, devient publique et entraîne une mobilisation en cascade.

La TMC se révèle pourtant fragile. Alors même que l'importance des premiers manifestants est reconnue, ceux-ci demeurent le point aveugle du modèle. En effet, Granovetter et Lohmann supposent l'existence d'individus « extrémistes », définis par leur tendance à s'engager indépendamment du coût de l'action et donc de la participation des autres. Cette catégorie n'a guère de réalité dans le cas syrien. En effet, les Syriens qui descendent dans la rue manifestent pour la première fois, dans un pays où la protestation publique est rarissime, et ne sauraient être classés comme « extrémistes » au sens de Lohmann. En laissant inexpliqué le processus d'engagement des premiers manifestants, la TMC ne permet pas d'expliquer le moment décisif de la mobilisation. De plus, les manifestants qui rejoignent ensuite le mouvement peuvent le faire en raison de risques perçus comme moindres. Un tel comportement suppose un individu calculateur qui apprécie les risques et les fenêtres d'opportunité³, sans implication sur la nature de ses objectifs. Les hypothèses de la TCR sur la rationalité égoïste des individus sont donc inutiles.

Par ailleurs, la TMC suppose que les préférences des individus sont stables, ce que contredisent les recherches empiriques sur les révolutions iraniennes, est-allemandes, ainsi que nos propres observations. Dans le cas de la révolution iranienne, Kurzman montre la transformation des seuils d'engagement des individus entre 1977 et 1979, à mesure qu'ils évaluent différemment la viabilité du mouvement⁴. L'engagement public ne fait pas que révéler des préférences existantes, mais transforme les objectifs des manifestants.

Délibération et polarisation

Quelle approche rend compte des manifestations à la fois dans leur genèse et leur développement ultérieur ? Les mobilisations pacifiques et le passage à la guerre civile mettent en jeu deux modèles : une « mobilisations par délibération » qui explique la genèse des protestations et une « crise polarisante » qui décrit le passage à la guerre civile.

L'acteur idéal-typique qui se mobilise a trois caractéristiques. Premièrement, il calcule les risques et les probabilités de succès. Deuxièmement, il arbitre entre différentes fins qui peuvent être collectives ou individuelles. Enfin, il délibère, c'est-à-dire qu'il prend ses décisions à l'issue de discussions où il forme ses préférences.

Le modèle que nous proposons pour expliquer la genèse des mobilisations repose sur la transformation des calculs, de la sociabilité et des objectifs des individus dans un contexte non routinier. Déclenchées par les révolutions arabes (Tunisie, Égypte), les délibérations qui s'ensuivent marquent le début de la mobilisation. En effet, le simple fait de se réunir pour

1. Timur Kuran, *Private Truths, Public Lies. The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

2. Susanne Lohmann, « The Dynamics of Informational Cascade : The Monday Demonstrations in Leipzig, East Germany, 1989-91 », *World Politics*, 47 (1), 1994, p. 42-101, dont p. 49.

3. Sydney Tarrow « Aiming at a Moving Target. Social Science and the Recent Rebellion in Eastern Europe », *PS : Political Science and Politics*, 24, 1991, p. 12-20.

4. Ch. Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, op. cit., p. 133 ; Karl-Dieter Opp, Christiane Gern, Peter Voss, *Origins of a Spontaneous Revolution. East Germany, 1989*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

commenter l'actualité est un crime politique en Syrie et suppose une forme d'engagement. De ce fait, les délibérations ont lieu dans des espaces semi-privés (petits groupes, Internet) qui garantissent un minimum de sécurité. Le site des délibérations a une importance stratégique parce qu'il est *simultanément* un lieu d'échange d'informations, de calcul collectif des risques et des bénéfices, et de comparaison des projets. L'évaluation continue des contextes d'action, l'intensité émotionnelle et la définition d'un bien collectif sont dans une relation circulaire. Ce modèle permet également de comprendre comment les groupes informels permettent aux manifestations de durer pendant des mois avec la constitution de capitaux militants pour les plus actifs.

La propension à agir est affectée par ce contexte de délibération non routinier de deux façons : l'hyper-activité calculatrice et la dynamique de groupe. Premièrement, en l'absence de précédents et du fait des risques encourus, les actions envisagées induisent une incertitude et donc une augmentation du temps et de l'énergie investis dans la discussion avant même le passage à l'action. Les individus manifestent une attention plus grande aux conséquences de leurs actions car les routines institutionnelles, qui agissent comme un réducteur d'incertitude au niveau individuel, s'affaiblissent ou disparaissent. La minimisation des risques dans l'action ne suppose pourtant pas qu'ils fassent moins d'erreurs, notamment en raison du haut degré d'incertitude et de l'inexpérience des manifestants. Deuxièmement, les délibérations en petits groupes peuvent conduire à une prise de risque plus élevée. En effet, la littérature psychosociologique a montré une tendance à la radicalisation des décisions sous certaines conditions¹. Ceci pourrait expliquer les décisions initiales quand les risques sont élevés et quand les manifestants ne savent pas avec certitude s'ils vont trouver un soutien dans la population.

Lors de ces délibérations, les intervenants définissent le sens du conflit, souvent en reprenant les thèmes et les arguments avancés dans les révolutions tunisienne et égyptienne. Ces échanges permettent la constitution d'un point de vue commun sur les moyens légitimes et la nature des revendications. Premièrement, les revendications sont nationales, universalistes et unanimes, par-delà les solidarités locales et communautaires. Le refus d'accepter les concessions socioéconomiques du régime et le caractère moral et politique des slogans et des symboles suggèrent que les contestataires s'engagent dans « une lutte pour la reconnaissance », qui dépasse, au moins provisoirement, les clivages communautaires et sociaux². Les intérêts personnels ou catégoriels s'effacent des discours au profit d'objectifs collectifs et passablement abstraits. Deuxièmement, la délibération sur les fins est indissociablement liée au choix des moyens. La référence au « printemps arabe » suppose aussi le choix de manifestations pacifiques, choix qui sera maintenu pendant des mois malgré la violence de la répression.

La délibération amène une transformation des opportunités politiques perçues, indépendamment de l'évolution du régime syrien, même si l'anticipation de troubles amène un durcissement de la répression ou une attitude plus conciliante, selon les contextes. La catégorie de « printemps arabe », conjointement construite par les médias et les activistes, renforce chez les Syriens l'identification du pouvoir aux régimes arabes renversés. Bien qu'elle

1. James A. Stoner, « A Comparison of Individual and Group Decisions Involving Risk », mémoire de master non publié, Cambridge, MIT, 1961.

2. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

gomme des différences significatives entre les régimes¹, cette catégorie est performative et joue un rôle décisif dans les engagements individuels. Les chutes successives de Zine al-Abedine Ben Ali, Hosni Moubarak, Mouammar Kadhafi et de Ali Abdullah Saleh installent en effet la perception d'un régime syrien prêt à tomber.

Le mouvement s'étend ensuite selon des modalités contraintes par la répression. Premièrement, les protestataires ne peuvent pas reprendre le répertoire des autres révolutions arabes ; les modalités sont limitées à des protestations de rue dont la durée, initialement de quelques minutes, augmente ensuite malgré une répression de plus en plus violente. Pour minimiser les risques, les liens forts et l'anonymat dans l'action sont systématiquement préférés aux liens faibles². Dans ce contexte, la mobilisation des liens forts s'explique par l'existence d'un espace de confiance, alors que les liens faibles impliquent une prise de risque supplémentaire. Dans les petits groupes, le lien émotionnel, renforcé par la prise de risque, facilite le passage à l'action entre les membres. Dans le processus de délibération, les individus entrent dans une phase d'hyper-sociabilité avec une très forte implication émotionnelle. Hors de cet espace de confiance, les autres manifestants s'agrègent de façon individuelle et anonyme. De plus, l'anonymat limite l'utilisation par les protestataires de leur capital social.

Deuxièmement, la synchronisation des agendas et des répertoires entre protestataires s'effectue notamment par les médias et Internet. Les chaînes d'informations internationales, qui couvrent les manifestations et relaient les vidéos d'activistes, créent un sentiment d'appartenance à un mouvement national et nourrissent des processus d'imitation entre des mobilisations qui restent locales du point de vue de l'organisation. Les réseaux sociaux, Facebook et Skype notamment, deviennent progressivement des outils de mobilisation, de coordination et de débat, notamment parce qu'ils garantissent l'anonymat.

Des entretiens exploratoires suggèrent que ces hypothèses, vérifiées dans le gouvernorat d'Alep, sont généralisables au reste de la Syrie. Il semblerait cependant que, dans les endroits où les réseaux sociaux sont denses, du fait notamment de la persistance de solidarités tribales, les groupes de confiance peuvent impliquer plus d'individus car il existe des garanties de transaction par le biais des appartenances claniques.

La persistance – pendant des mois – de mobilisations pacifiques face à des institutions étatiques qui maintiennent leur cohésion et le passage à la guerre civile amènent à s'interroger sur la nature de cette crise. Celle-ci n'est ni une synchronisation aléatoire de crises dans différents champs, ni l'élargissement d'une crise sectorielle³. Nous définirons cette situation non routinière comme « polarisante » parce qu'elle répond à trois caractéristiques liées à l'état initial des rapports inter-secteurs.

D'abord, la situation initiale est caractérisée par une autonomie limitée des secteurs politique, syndical, économique, religieux, en raison du poids des logiques transversales. En effet, l'organisation des rapports inter-secteurs ne dépend pas tant des transactions collusives que de l'action régulatrice des institutions sécuritaires et des réseaux clientélistes.

1. Michel Camau, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'Année du Maghreb*, 8, 2012, p. 27-47.

2. Mark Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973, p. 1360-1380.

3. Voir respectivement : Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 207-251, et Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des crises multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

En conséquence, l'élargissement des activités tactiques des acteurs ne date pas de la crise car ceux-ci sont amenés à s'inscrire de manière routinière dans des logiques de réseaux à cheval sur plusieurs secteurs. Le rapport aux institutions est par ailleurs marqué par une défiance, voire une désobjectivation, qui complique les interactions quotidiennes. Dans la crise, les individus apprennent progressivement à gérer l'incertitude, d'autant que des institutions alternatives émergent du côté des protestataires¹.

De plus, le régime contrôle trop étroitement les acteurs institutionnels pour que ceux-ci jouent un rôle dans la genèse du mouvement. Les protestations ne peuvent donc pas s'appuyer sur des relais institutionnels, ce qui explique le rôle central des sites de délibérations dans la mobilisation. Par ailleurs, les modes de contrôle transversaux rendent improbables la défection en bloc d'une institution.

Enfin, face à des mobilisations pacifistes et unanimistes, le choix de la guerre civile est une stratégie disponible, car les institutions sécuritaires assurent la cohésion du régime. Ainsi, loin de gérer la répression *a minima*, le régime réagit en désignant les manifestants comme des ennemis. En raison du fonctionnement du réseau d'institutions étatiques, l'appareil sécuritaire renforce par la militarisation son rôle de contrôle et de régulation des relations entre secteurs.

Un État policier sous-administré

Les formes particulières de la mobilisation du printemps 2011 étant le produit des contraintes du système politique, il faut repenser la société syrienne d'avant la révolution à partir de trois questions : la dépolitisation, le contrôle des institutions et les moyens de l'appareil répressif.

Une société dépolitisée

Le régime syrien a produit une société fortement dépolitisée². Du fait des difficultés économiques et de l'échec de la politique de collectivisation dans les années 1980³, le gouvernement a largement perdu la capacité à mener des politiques publiques pour s'assurer des soutiens dans les territoires ruraux ou les zones récemment urbanisées. En conséquence, le parti a cessé d'être un vecteur d'ascension sociale pour les individus, les familles et les communautés⁴. À la veille des protestations, son ancrage dans les villages et les petites villes est réduit, surtout en comparaison avec les années 1970⁵. De surcroît, les structures du parti ne

1. Benjamin Gourisse, « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », *Politix*, 98 (2), 2012, p. 171-193.

2. Le terme de « dépolitisation » fait ici référence à l'absence de production sociale de la politique et, réciproquement, à l'absence de capacité des organisations politiques à se saisir des activités sociales : voir Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 3-4.

3. Myriam Ababsa, « Le démantèlement des fermes d'État syriennes : une contre-réforme agraire (2000-2005) », dans Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage, Mohammed Al-Dbiyat (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 739-745.

4. Eberhard Kienle, « Entre jama'a et classe. Le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 59-60, 1991, p. 211-239.

5. Alasdair Drysdale, « Center and Periphery in Syria. A Political Geographic Study », thèse de doctorat, Chicago, Université du Michigan, 1977 ; Raymond A. Hinnebusch, « Local Politics in Syria. Organization and Mobilization in Four Village Cases », *Middle East Journal*, 30 (1), 1976, p. 1-24.

constituent plus la ressource essentielle pour les élites politiques. Un habitant de Mara, une petite ville dans le nord du gouvernorat d'Alep explique :

« Nous autres fonctionnaires, nous étions tous membres du Baath. C'était un moyen efficace d'être promu dans l'administration. Il s'agissait surtout de ne pas faire de politique. »¹

L'adhésion au parti Baath devient purement bureaucratique, nécessaire pour étudier ou entrer dans la fonction publique. Le parti Baath des années 2000 compte de nombreux pratiquants, mais peu de croyants.

Délaissant sa base sociale historique, le régime s'appuie sur un système clientéliste fonctionnant au profit d'un groupe restreint. La captation des ressources se fait au profit d'une nouvelle bourgeoisie, directement liée au régime, qui s'enrichit en parasitant des secteurs entiers de l'économie². « Pour reprendre une comparaison avec d'autres régimes autoritaires, en particulier dans la région arabe, le régime syrien est entré dans une phase "post-populiste" où le maintien des privilèges du groupe au pouvoir l'emporte sur les promesses de développement », explique Elizabeth Picard³. La politique syrienne fonctionne au profit d'une élite qui recrute dans un clan alaouite et parmi la bourgeoisie arabe chrétienne et sunnite⁴.

Cette dépolitisation se traduit notamment par une distance entre les autorités, désignées au terme de processus opaques, et le reste de la population. Les élections en Syrie sont très formelles, sans concurrence réelle, et les partis alliés au Baath sont de simples satellites qui ne fournissent pas d'offre politique alternative.

« En janvier 2011, juste avant la révolution », confie M., un habitant d'Alep, « le maire d'Alep a été changé brutalement, sans que l'on sache pourquoi. Mais cette pratique était habituelle, le système politique était clos sur lui-même et la population n'avait que très peu d'informations sur ses dirigeants. »⁵

Par ailleurs, le régime baathiste a systématiquement éliminé tous les mouvements politiques alternatifs. La répression est particulièrement efficace puisqu'à la veille du mouvement protestataire de 2011, aucune organisation politique d'opposition n'a de réel ancrage en Syrie. Après la répression des années 1980, les Frères musulmans et les partis de gauche sont déconnectés de la société⁶. De plus, la contestation kurde en 2004 a confirmé la faible capacité de mobilisation des partis kurdes syriens⁷. L'action de l'opposition est ainsi réduite à des prises de position morales et politiques. Cette faiblesse des mouvements de dissidence devient particulièrement manifeste lors de « la déclaration de Damas » de 2005, abondamment relayée à l'étranger, qui ne se traduit pas par des mobilisations en Syrie même⁸.

1. Entretien avec W. à Mara, décembre 2012.

2. Raymond A. Hinnenbusch, « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies*, 27 (3), 1995, p. 305-310, et « Syria : The Politics of Economic Liberalization », *Third World Quarterly*, 18 (2), 1997, p. 249-265 ; Bassam Haddad, *Business Networks in Syria. The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

3. É. Picard, « Syrie... », art. cité, p. 761.

4. Souhaïl Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Asad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013, p. 340-343.

5. Entretien avec M. à Alep, janvier 2013.

6. Elizabeth Picard, « Fin de partis en Syrie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 81-82, 1996, p. 207-229, dont p. 221.

7. Jordi Tejel, *Syria's Kurds, History, Politics and Society*, Londres, Routledge, 2009, p. 85.

8. La déclaration de Damas, signée en 2005, est le fruit d'une plateforme d'intellectuels, de dissidents et de partis politiques. Elle appelle à une ouverture du régime.

L'absence d'autonomie des secteurs sociaux

Le régime s'est efforcé de détruire, de contrôler ou d'intégrer à sa clientèle tous les acteurs susceptibles de mobiliser la population : organisations professionnelles, tribus, oulémas ou intellectuels. En conséquence, les champs sont faiblement institutionnalisés et les relations entre acteurs sont structurées par des fidélités personnelles, sans véritable autonomie vis-à-vis des réseaux de clientèle liés aux principaux dirigeants du régime. Les institutions satellites du parti Baath, qui avaient participé à l'encadrement des populations rurales et urbaines dans les années 1970, ont perdu leur importance trois décennies plus tard. Les universités ne constituent pas, non plus, un espace d'activité politique. Les élites économiques agissent au sein de réseaux mêlant hauts dignitaires du régime et membres des services de sécurité¹. Au final, les logiques sectorielles sont en permanence parasitées par des enjeux politiques ou sécuritaires. La proximité avec les *moukhabarat* (services de renseignement) permet d'accéder à une position d'influence plus grande que la hiérarchie interne aux institutions. Ainsi, le directeur d'une école de Mara doit composer avec l'homme de ménage lié au parti et aux services de sécurité². Même au sein du parti Baath, l'appui d'une des institutions de sécurité est essentiel dans une carrière militante. En conséquence, avant même la crise du printemps 2011, les acteurs agissent au quotidien dans un environnement caractérisé par la faible autonomie des institutions et la centralité d'acteurs ou d'enjeux transversaux (appareils de sécurité, clientèles).

Les difficultés économiques du régime à partir des années 1990 limitent son contrôle sur la société. Certains secteurs, religieux, associatif ou culturel, gagnent en autonomie dans leur fonctionnement quotidien et leur organisation interne³. Le clergé constitue un cas limite : le régime n'a en effet pas les moyens de s'immiscer dans la formation des oulémas⁴. En outre, les religieux négocient avec le pouvoir dans un rapport relativement favorable dans le contexte du réveil islamique⁵. Ainsi, Cheikh Ibrahim Al-Salqini, issu d'une grande famille d'oulémas et proche des Frères musulmans dans les années 1970, était le mufti d'Alep lors des premières manifestations de 2011⁶. Par ailleurs, Bachar al-Assad s'est efforcé de se présenter publiquement comme sunnite et les institutions du Baath ont été partiellement islamisées. Dans les années 2000, les religieux gagnent une influence croissante dans l'enseignement, la charité et les médias⁷.

1. É. Picard, « Syrie... », art. cité, p. 767 ; B. Haddad, *Business Networks in Syria...*, *op. cit.*

2. Entretien avec D. un habitant de Mara. S. Belhadj rapporte l'exemple d'un haut fonctionnaire qui craint « sa secrétaire personnelle ou le jeune coursier d'étage ou encore le collègue avec qui il échange chaque jour » (S. Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Assad...*, *op. cit.*, p. 318-319).

3. Durant les années 2000, plusieurs recherches s'étaient attachées, face à la perception d'un régime tout-puissant, à dégager les marges d'autonomie des oulémas, des associations ou encore des intellectuels : voir respectivement Thomas Pierret, *Baas et islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011 ; Mathieu Le Saux, « Les dynamiques contradictoires du champ associatif syrien », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 115-116, 2006, p. 193-209 ; Laura Ruiz de Elvira Carrascal, « State/Charities Relation in Syria. Between Reinforcement, Control and Coercion », dans Laura Ruiz de Elvira Carrascal, Tina Zintl, *Civil Society and the State in Syria. The Outsourcing of Social Responsibility*, Boulder, Lynne Rienner, 2012 ; Cécile Boëx, « The End of the State Monopoly over Culture. Toward the Commodification of Cultural and Artistic Production », *Middle East Critique*, 20 (2), 2011, p. 139-155.

4. T. Pierret, *Baas et islam en Syrie...*, *op. cit.*

5. Line Khatib, « Islamic Revival and the Promotion of Moderate Islam from Above », dans Line Khatib, Raphaël Lefèvre, Jawas Quresh, *State and Islam in Baathist Syria. Confrontation or Cooptation ?*, Boulder, Lynne Rienner, 2012 (St Andrews Papers on Contemporary Syria), p. 111-144.

6. Thomas Pierret, « Syrie : L'islam dans la révolution », *Politique étrangère*, 4, 2011, p. 879-891, dont p. 886.

7. T. Pierret, K. Selvik, « Limits Of "Authoritarian Upgrading" In Syria... », art. cité.

Cependant, les cheikhs importants et les imams des mosquées collaborent le plus souvent avec le régime syrien, comme le montre leur attitude pendant la crise. À Alep, les manifestants les pensent liés aux services de renseignement.

« Une des premières manifestations à laquelle j'ai assisté a commencé lorsque l'imam de la mosquée du quartier a soutenu ouvertement le régime dans ses prêches du vendredi. Un homme s'est levé en plein prêche et l'a accusé d'être un menteur à la solde du régime. Ensuite, il est sorti, accompagné d'une partie des fidèles, et la manifestation a débuté. »¹

Les organisations religieuses sont très divisées et disposent de faibles capacités de mobilisation. Ainsi, les associations religieuses de charité à Alep n'apparaissent dans aucun récit de manifestants. De même, les confréries soufies et les *jama'at*, bien qu'ayant de nombreux membres à Alep, ne jouent pas un rôle significatif dans les protestations².

Le même constat – autonomie fonctionnelle associée à un étroit contrôle – s'applique au secteur culturel. Cécile Boëx montre ainsi comment les milieux intellectuels, fortement intriqués avec le pouvoir, peuvent, dans certains contextes, « exprimer des points de vue critiques sur l'ordre politique à travers la pratique artistique notamment », mais « principalement au service de stratégies esquivant la confrontation directe avec le pouvoir ». En conséquence, « ces modes d'expression contestataires cantonnés à un groupe social restreint et à des ressources spécifiques n'ont pas eu d'effets mobilisateurs plus larges »³ dans la crise. Lorsque des acteurs ou des cinéastes décident de s'engager en faveur des manifestants, ils sont forcés d'agir individuellement, dans l'anonymat, ou de s'exiler.

Enfin, les membres les plus influents des tribus et des minorités sont instrumentalisés par le régime. Dans les environs d'Azaz, les grandes tribus (Kenlo, Derbala, Amouri, Ayoubi) coopèrent avec le régime pour protéger leurs intérêts économiques⁴. La même remarque s'applique aux solidarités de quartier (*asabiyya*) à Alep qui n'offrent pas un appui déterminant aux manifestants⁵.

L'impossibilité d'une protestation articulée aux acteurs institutionnels d'un secteur a deux conséquences : des coûts initiaux élevés pour les protestataires et une capacité à s'inscrire immédiatement hors des logiques sectorielles.

1. Entretien avec Yo. à Alep, le 31 décembre 2012.

2. Paulo Pinto, « Dangerous Liaisons. Sufism and the State in Syria », dans Slavica Jakelic, Jason Varsoke (eds), *Crossing Boundaries. From Syria to Slovakia*, Vienne, IWM Junior Visiting Fellows' Conferences, 14, 2003.

3. Cécile Boëx, « Mobilisations d'artistes dans le mouvement de révolte en Syrie : modes d'action et limites de l'engagement », dans Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 87-112, dont p. 88.

4. Nos entretiens dans la ville d'Azaz (décembre-janvier 2012-2013) indiquent que le pouvoir local ne se reconstruit pas à partir de logiques familiales ou tribales. Ces dernières sont marginales dans le processus révolutionnaire, la famille et la tribu sont des ressources difficiles à mobiliser dans une stratégie d'action collective.

5. De manière générale, il importe de prendre de la distance avec le concept d'*asabiyya* tiré d'Ibn Khaldoun et réintroduit par Michel Seurat pour décrire le fonctionnement des réseaux de solidarité urbains spécifiques : Michel Seurat, *L'État de Barbarie*, Paris, Seuil, 2012, p. 84-102. Nos conclusions s'inscrivent dans le prolongement des critiques d'Élizabeth Picard contre l'utilisation de concepts qui tendent à particulariser des phénomènes universaux, en particulier celui d'*asabiyya*, qui est sous-jacent dans les interprétations communautaires : Élisabeth Picard, « Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques », dans É. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 55-77.

Répression ciblée et contrôle des foules

Dès l'origine, le régime baathiste a mis en place une économie de la répression fonctionnant sur la dissuasion par la répression brutale et immédiate de toute forme de dissidence. La réduction des ressources et les évolutions démographiques ont entraîné une dégradation progressive de ce système. La Syrie de 2011 est un État policier sous-administré.

Le régime a établi une organisation qui sert principalement deux fonctions : le contrôle des institutions et l'élimination de toute dissidence. La multiplicité des agences de sécurité vise à prévenir les coups d'État et à prévenir toute action collective. L'ensemble de l'appareil d'État participe à l'espionnage de la population, par exemple le *mokhtar* (relais administratif au niveau du quartier). Ainsi, celui du quartier de Bab al-Qadim à Alep dénonçait les protestataires ; il a été condamné à six mois de prison par l'Armée syrienne libre après la chute de cette partie de la ville en septembre 2012¹.

En travaillant de façon préventive, le régime économise les coûts de la répression d'un mouvement social déjà organisé². En ce sens, l'usage de la torture et les disparitions jouent un rôle stratégique pour prévenir l'engagement individuel. Pendant le printemps 2011, ce principe dissuasif continue de fonctionner pour une bonne partie de la population.

« Même dans des quartiers où les habitants savaient le régime plus faible, la peur restait un frein à notre mobilisation. La peur d'être arrêté par les *chabiha* [nom générique, en référence aux individus sans uniforme qui participent à la répression] se traduisait en une espèce de psychose, les gens n'osaient même plus sortir de chez eux. »³

De plus, les révoltes kurdes de 2004 avaient montré la nécessité pour le régime de soustraire la répression. Faute de ressources, le régime utilise alors des tribus arabes pour mettre fin aux émeutes. En effet, l'expulsion du PKK de Syrie en 1998 avait mis fin à un accord qui autorisait la présence du mouvement sur le sol syrien en échange du contrôle de la population kurde.

Par ailleurs, avec des ressources en baisse à partir des années 1980, le régime a laissé certains territoires urbains et ruraux sous-administrés. Cet abandon des campagnes et des nouveaux quartiers se produit dans un contexte d'explosion démographique et d'exode rural, accentué par une série de sécheresses dans les années 2000⁴. Comme dans beaucoup d'autres pays de la région, l'Égypte et la Turquie par exemple, les villes de Syrie connaissent un rapide accroissement de leur population⁵. De nouveaux quartiers avec des logements auto-construits surgissent à Alep, Damas, Homs ou Hama. Les petites villes rurales explosent de quelques milliers à des dizaines de milliers d'habitants.

L'État peine à suivre l'extension urbaine et la plupart des nouveaux quartiers sont mal quadrillés. La ville de Mara compte ainsi une cinquantaine de policiers pour plus de 40 000 habitants, soit moins d'un policier pour mille habitants.

1. Entretien avec O. à Alep, août 2013.

2. Jordi Tejel, « Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 115-116, 2006, p. 117-133.

3. Entretien avec M. à Alep, janvier 2013.

4. M. Ababsa, « Le démantèlement des fermes d'État syriennes... », cité.

5. Jean-François Pérouse (dir.), « Gecekondü », *European Journal of Turkish Studies*, 1, 2004 ; Patrick Haenni, *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, Karthala, 2005.

« Nous avons été frappés par la facilité avec laquelle nous avons pu libérer notre ville, témoigne un habitant de Mara. Lors des premières manifestations, la police locale osait à peine sortir du commissariat. Ensuite elle a évacué la ville d'elle-même. »¹

Le taux d'encadrement est encore inférieur dans les quartiers auto-construits d'Alep, comme Salaheddin (100 000 habitants), qui ne compte aucun commissariat, ou Assoukar.

« Dans nos quartiers [Assoukar], les forces de sécurité étaient très faibles. On comptait environ 40 policiers et entre 50 et 100 supplétifs pour 300 000 habitants. »²

Une révolution d'anonymes

Ainsi, la mobilisation syrienne était hautement improbable. Pourquoi des individus peu politisés, ne disposant d'aucune structure de mobilisation, décideraient-ils de braver un système répressif particulièrement violent ? La mobilisation s'explique par des événements hors de la scène syrienne – le « printemps arabe » – qui laissent percevoir aux syriens une fenêtre d'opportunité. Pour autant, le « printemps arabe » n'a d'effets que parce qu'il entraîne des délibérations dans des espaces semi-privés qui jouent ensuite un rôle clé dans le choix de s'engager. Par ailleurs, les modalités d'actions sont le produit des contraintes imposées par le régime et du sens donné à l'engagement dans la délibération.

Les effets du « printemps arabe »

À l'exemple d'autres contagions révolutionnaires – le printemps des peuples de 1848 ou l'effondrement du bloc soviétique –, le « printemps arabe » est perçu par la population comme une fenêtre d'opportunité pour transformer ou renverser le régime. Tous les témoignages recueillis montrent la passion avec laquelle les Syriens ont suivi les événements à la télévision :

« Les révolutions en Tunisie, Égypte et Yémen se sont déroulées comme un rêve pour nous ! Quand Tripoli est tombé, je me suis dit que c'était possible ! Qu'on avait également une chance contre Bachar en Syrie ! L'impossible devenait pensable ! »³

La catégorie « printemps arabe », construction à la fois médiatique et militante, est d'une rigueur analytique discutable, mais incontestablement performative, puisqu'elle change les perceptions.

« Plus on recevait d'informations sur les manifestations qui se déroulaient ailleurs, plus le fait de manifester nous semblait réaliste. »⁴

Les médias internationaux, notamment CNN, Al Jazeera et Al Arabiya, jouent un rôle central dans ce processus. Leur caractérisation des régimes en place – l'autoritarisme, la prédation, le culte du chef et la corruption organisée par le clan au pouvoir – facilite l'identification du régime syrien aux régimes égyptien ou tunisien.

1. Entretien avec W. à Mara, décembre 2012.

2. Entretien avec Y. à Alep, décembre 2012.

3. Entretien avec J., à Al-Bab, décembre 2012.

4. *Ibid.*

Les révolutions dans les autres pays arabes déclenchent également un processus de délibération qui, afin de contourner le contrôle du régime, s'effectue dans des espaces semi-privés. Une activiste alépine explique ainsi :

« J'étais subjuguée par les révolutions, mais ma mère, dont j'étais proche, m'a dit tout de suite à qui je pouvais en parler, quel cousin était dangereux ou non. »¹

Un jeune aleppin, chef d'une petite entreprise de création de site internet installe une télévision dans ses locaux pour connaître ainsi l'opinion de ses employés².

« Nous faisons attention à qui nous parlions, mais dans les cafés, les matchs de foot étaient remplacés par les manifestations de la place Tahrir que l'on suivait en direct ! »³

Dès la chute de Ben Ali en janvier 2011, le régime anticipe la mobilisation en désamorçant les incidents et en durcissant la répression, selon les cas. À Deraa, les services de sécurité torturent les adolescents tandis qu'à Al-Hariqah, le ministre de l'Intérieur s'excuse publiquement. Par ailleurs, le régime tente de convaincre de l'absence de fenêtre d'opportunité politique. Bachar al-Assad déclare ainsi dans le *Wall Street Journal*, le 31 janvier 2011 :

« Si vous voulez parlez de l'Égypte et de la Tunisie, cela ne nous concerne pas ; au final, nous ne sommes pas des Tunisiens et pas des Égyptiens. »⁴

Pourtant, dès la fin du mois de janvier, les délibérations entraînent un engagement et des expressions publiques impensables quelques semaines auparavant. Des imams de Damas et d'Homs se lancent ainsi, sous couvert des prêches contre Ben Ali et Moubarak, dans une critique voilée du régime que le public, dans le contexte du « printemps arabe », entend parfaitement. À Damas, le 17 février 2011, un policier qui frappe un commerçant dans le quartier commerçant d'Al-Hariqah déclenche une manifestation contre la violence policière⁵. À Alep, en février 2011, un homme indique sur Facebook son intention de s'immoler par feu à la manière de Mohamed Tarek al-Bouazizi en Tunisie⁶. Un autre aleppin se rend tous les vendredis sur la place Sadoul al-Jabri dans l'espoir de rencontrer d'autres protestataires pour occuper la place⁷. Au final, les graffitis de Deraa s'inscrivent dans une série d'actions peu médiatisées qui indiquent une mobilisation déjà engagée. Les premières protestations du vendredi 18 mars 2011 montrent que manifester est possible ou, comme le dit un aleppin, « la révolution devenait pensable »⁸.

Grammaire morale et unanimité

À partir de l'imaginaire des révolutions arabes, les individus définissent collectivement une nouvelle « grammaire morale des conflits sociaux »⁹. Les revendications reprennent un vocabulaire en référence à des valeurs universelles :

1. Entretien avec D. A., à Alep, août 2013.

2. Entretien avec F. à Alep, août 2013.

3. Entretien avec Ma. à Istanbul, juillet 2013.

4. « Interview with Syrian President Bachar al-Assad », *Wall Street Journal*, 31 janvier 2011.

5. Entretiens avec S. et AS., à Istanbul, septembre 2013.

6. Entretien avec Ya. à Alep, août 2013.

7. Entretien avec F. à Alep, août 2013.

8. Entretien avec B. à Alep, novembre 2013.

9. A. Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.*

« Nous manifestons pour nos droits en tant que Syriens. Au début, je me suis mobilisé par solidarité avec le reste de la population contre un régime qui a confisqué le pouvoir. »¹

Le caractère unanimiste va aussi dans le sens d'une exigence générale de reconnaissance de la dignité des acteurs, précisément en dehors des identités communautaires. En ce sens, les manifestations sont le point de départ d'une « lutte pour la reconnaissance », dans laquelle les individus s'affirment comme sujets moraux avec des droits et une dignité. La grammaire ainsi produite contraint le choix des arguments recevables, des objectifs légitimes et des moyens acceptables pour y parvenir. On observe ainsi une autolimitation du mouvement dont l'unanimité du discours se double d'un pacifisme dans les modalités d'action.

Comme les habitants de Leipzig en 1989 qui marchent en scandant « nous sommes le peuple », les Syriens produisent une identité collective par leurs slogans et leurs revendications². Les demandes communautaires, souvent posées comme principe organisateur de la société syrienne, n'apparaissent pas dans les premières manifestations. Par la suite, les protestataires refusent systématiquement ce qu'ils décrivent comme les « divisions » de partis et les revendications particularistes, en réaction contre la pratique communautariste du régime, ainsi que pour éviter un affaiblissement de la mobilisation. L'unanimité de la révolte est d'autant plus une évidence pour les acteurs que ceux-ci sont jeunes, faiblement politisés, et ne se retrouvent pas dans les oppositions idéologiques qui ont pu structurer les mobilisations des années 1980.

Les slogans participent directement à la constitution de l'unanimité. « Dieu est grand », mot d'ordre transgressif dans un régime perçu comme athée, fait consensus dans une région très majoritairement sunnite, mais ne semble pas avoir initialement de connotation anti-alaouite, d'autant que d'autres slogans – « *Sunni wa'Alawi, wahad, wahad, wahad* » (sunnites et alaouites, unis, unis, unis) et « *wahad, wahad, al-chaab al-suri wahab* » (uni, uni, le peuple syrien est uni) – font explicitement référence à une union entre communautés religieuses. Les vidéos et les témoignages montrent des slogans initialement focalisés sur l'ouverture d'un dialogue politique, qui se radicalisent progressivement jusqu'à demander le départ de Bachar.

« Au début, nos slogans étaient assez généraux, copiés sur les autres révolutions arabes. Ce n'est qu'après plusieurs manifestations que nous avons commencé à chanter des slogans contre le régime. »³

« *Yaskut al-nizam* » (à bas le régime) et « *Ikhla* » (dégage) indiquent la polarisation entre manifestants et régime.

Les symboles montrés dans les cortèges mobilisent un imaginaire de l'État, ciment de la nation syrienne et explicitement distingué du régime. Le drapeau de l'époque pré-Baath, qui apparaît dans les manifestations à mesure que celles-ci demandent de manière de plus en plus explicite le départ de Bachar al-Assad, illustre la centralité du cadre étatique et national – à l'opposé de celui local et communautaire. En outre, l'intérêt pour les autres régions est manifeste, notamment dans les slogans votés sur Facebook qui appellent à une mobilisation nationale (voir *infra*). Enfin, la répétition constante de « Syrie » et de « liberté », ainsi que

1. Entretien avec M. H. à Al-Bab, décembre 2012.

2. Steven Pfaff, « Collective Identity and Formal Groups in Revolutionary Mobilizations : East Germany in 1989 », *Social Forces*, 75 (1), 1996, p. 91-118.

3. Entretien avec M. à Alep, janvier 2013.

dans une moindre mesure d'« unité » et de « nation », dans les chants, les slogans hebdomadaires et les noms des groupes politiques, des sites Internet et, plus tard, des unités militaires, exprime et entretient la définition nationale et unanimiste du mouvement¹.

Anonymat et force des liens forts

La mobilisation prend dans le gouvernorat d'Alep parce que la catégorie « printemps arabe » fait sens, mais celle-ci ne préjuge pas de ses modalités. Les Syriens comprennent rapidement l'impossibilité de reprendre le répertoire d'action qu'ils ont observé en Tunisie et en Égypte.

« Après la chute des régimes tunisien et égyptien, nous avons commencé à discuter entre nous des modes d'action utilisables. Nous savions que le régime syrien était beaucoup plus fort, avec de redoutables services de sécurité. Aussi, nous n'avons pas repris les mêmes modes d'actions que dans les autres pays. »²

Les occupations de sites ne sont pas une stratégie viable en raison de la violence de l'appareil répressif³. Une tentative sur la place de l'Horloge, à Homs le 17 avril, se solde par des dizaines de morts. Les modalités alternatives sont rapidement abandonnées, à l'exemple des manifestations *flash* organisées dans les quartiers aisés comme à Zahra, à l'ouest d'Alep.

En pratique, le répertoire d'action est limité à des réunions, des marches assez courtes dans un lieu public (mosquée, parc, université), accompagnées de slogans contre le régime. Peu de données sont disponibles sur le public qui participe aux manifestations. D'après les vidéos disponibles sur Youtube et les entretiens dont nous disposons, les cortèges sont composés pour l'essentiel d'hommes jeunes. Des femmes participent également aux marches, regroupées au centre ou à l'arrière des cortèges, et emploient des registres d'action différenciés, comme des jets de riz ou les youyous. À Alep, les manifestants, bien que majoritairement issus des quartiers populaires, viennent aussi des quartiers bourgeois de l'ouest aleppin. On trouve des sunnites, mais aussi des chrétiens et des Kurdes. Dans les petites villes du gouvernorat, les cortèges sont plus homogènes, essentiellement des hommes sunnites, mais conservent une diversité socioprofessionnelle (paysans, notables, commerçants, fonctionnaires).

Les modalités de la protestation sont le produit des formes de contrôle installées par le régime syrien, qui poussent les protestataires à réduire les risques d'arrestation. Premièrement, une réunion à plus de trois individus est interdite par le régime. Les mosquées deviennent le point de départ d'un nombre important de manifestations, car les hommes adultes peuvent s'y réunir, notamment lors du prêche du vendredi. Les mosquées servent donc de lieux de rassemblement indépendamment de leur fonction religieuse.

« La première manifestation à laquelle j'ai participé est partie de la mosquée d'un village voisin d'Alep – même si l'imam était pro-régime – après la prière du vendredi. Elle était spontanée et très peu organisée. »⁴

1. Voir Cécile Boëx, « Le rôle de la vidéo dans l'émergence d'une nouvelle culture protestataire », dans F. Burgat, B. Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, op. cit.

2. Entretien avec A. à Alep, décembre 2012.

3. Une pratique qu'on retrouve en Égypte (place Tahrir), puis au Yémen (le campement al-Taghiyr), en Libye (devant le tribunal de Benghazi), au Bahreïn (place de la Perle). Voir Marine Poirier, « De la place de la Libération (*al-Tahrir*) à la place du Changement (*al-Taghiyr*) : transformations des espaces et expressions du politique au Yémen », dans A. Allal, T. Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires...*, op. cit., p. 31-50.

4. Entretien avec T. à Alep, décembre 2012.

Le régime ne pouvant surveiller l'ensemble des mosquées et des souks, les manifestants gardent une initiative tactique en variant les lieux.

« Chacune de nos manifestations se déroule dans un lieu différent. La manifestation ne dure que quelques minutes avant de se disperser d'elle-même et de se reconstituer à un autre endroit. »¹

De même, l'évaluation du risque explique la distribution des manifestations par quartier. En effet, la carte des manifestations ne correspond pas nécessairement au lieu de résidence des protestataires, qui prennent en compte la présence policière et, pour certains, s'éloignent des lieux où ils peuvent être reconnus. Dans une ville comme Alep, le risque d'arrestation pousse certains habitants, notamment les jeunes des quartiers les plus administrés – aisés à l'ouest et kurdes au nord – à se rendre dans les quartiers populaires sunnites, auto-construits et sous-administrés par le régime.

« Les habitants des quartiers riches, à l'ouest d'Alep, soutenaient les manifestants, mais nous avons très vite abandonné l'idée d'y manifester, indique M., originaire de cette partie de la ville. Ces quartiers sont construits avec des rues plus larges dont il est moins facile d'occuper l'espace face à la police. De plus, celle-ci est plus présente dans ces quartiers qui servent de lieux de résidence et de garnison, tandis que les quartiers périphériques sont moins quadrillés. La population peut se rassembler plus facilement. Les forces de sécurité, qui viennent de l'extérieur, connaissent moins bien le terrain. »²

Par ailleurs, dans les villes kurdes (Afrin, Qobane) et dans le quartier kurde au nord d'Alep, le PYD (Partiya Yekitiya Demokrat, Parti de l'union démocratique), branche locale du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan, Parti des travailleurs kurdes), réprime les manifestations à partir de septembre 2011. Les jeunes activistes kurdes se rendent alors dans les quartiers majoritairement arabes d'Alep pour manifester³.

Deuxièmement, le nombre d'informateurs travaillant pour le régime est tel qu'il est extrêmement difficile d'organiser une action collective sans que les forces de sécurité ne l'apprennent et n'arrêtent préventivement les coordinateurs. Aucun acteur organisé – syndicats, associations, clans – ou personnalité connue n'est à l'origine des manifestations ou n'aura de rôle important par la suite à Alep. De même, en surveillant les cheikhs et les imams, le régime s'est assuré qu'aucune protestation coordonnée par des réseaux religieux n'ait lieu dans le gouvernorat d'Alep⁴. À notre connaissance, aucun imam n'appelle à manifester, bien que certains s'engagent à titre individuel⁵.

Cette impossibilité de mobiliser des organisations existantes explique que, pour éviter l'arrestation, les formes les moins risquées de coordination sont, d'une part, l'anonymat et, d'autre part, les liens forts – la solidarité de petits groupes familiaux ou amicaux.

1. Entretien avec Y. à Alep, décembre 2012.

2. Entretien avec M., à Alep, janvier 2013.

3. De nombreux entretiens auprès des activistes kurdes à partir de Paris, d'Erbil (Irak) et dans les régions d'Afrin et de Qobane (décembre 2012 et janvier 2013) mentionnent des arrestations, détentions et intimidations de la part du PYD ; voir aussi le site Kurd Watch : <<http://www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&cure=1009>>.

4. Thomas Pierret, « Syrie : l'islam dans la révolution », *Politique étrangère*, 76 (4), 2011, p. 879-891.

5. Un imam nous explique qu'il va protester dans une mosquée éloignée de la sienne pour rester anonyme (entretien avec un juge de la Cour unie du conseil judiciaire, Alep, janvier 2013). Ce n'est qu'un mois après les premières manifestations que des religieux aleppins, dont le grand mufti d'Alep, Cheikh Ibrahim Al Salqini, sortent de leur réserve et parlent en faveur des manifestants.

« Nos premières manifestations étaient spontanées et composées d'individus qui souvent ne se connaissaient pas les uns les autres. »¹

Les liens faibles, utiles notamment pour diffuser des messages, sont inutilisables dans ce contexte, car les services de sécurité surveillent les communications. Le risque d'être identifié étant très important, les activistes ne peuvent pas mobiliser leur capital social, constitué essentiellement de liens faibles. Ainsi, le dirigeant d'une association aleppine prend soin de démissionner de la présidence dès le début du mois d'avril pour la protéger ; elle restera d'ailleurs ouverte². De même, le directeur d'une petite entreprise n'associe pas ses employés à ses activités militantes³.

La nécessité de l'anonymat commande les formes des manifestations, notamment des toutes premières qui nous ont été décrites dans le gouvernorat. Certains manifestants se couvrent la tête pour éviter d'être identifiés. À cet égard, les villages jouent également un rôle important dans la phase initiale.

« Au lieu de nous réunir dans les centres villes, nous avons commencé par manifester uniquement dans les villages, en couvrant nos visages. »⁴

En parallèle, la famille proche et les amitiés de quartier constituent le cadre des mobilisations.

« Nous étions un petit groupe de dix personnes, amis ou cousins. Le jour de la [première] manifestation, nous sommes sortis dans la rue, nous étions effrayés ! Lorsque nous avons avancé en chantant nos slogans, les gens nous ont rejoints progressivement. Il y avait beaucoup d'espions du régime, mais ils ne pouvaient pas tous nous suivre. »⁵

Dans cet espace intime, qui est aussi celui de l'humour transgressif avant d'être celui des mobilisations, persiste la confiance indispensable à la prise de risque. Les groupes Volcano, Ahrar al-Sakhour, Ahrar al-Salaheddin et Ahfad al-Kawakibi (les petits-enfants de Kawakibi, nom d'un nationaliste arabe aleppin anti-Ottoman) à Alep ou le noyau de jeunes à Al-Bab permettent le passage à l'action dans la durée⁶. À l'université, les groupes qui émergent se structurent d'abord entre étudiants d'un même cursus, Flowers à la faculté d'économie et Kahraba (électricité) pour celle de Charia⁷. Ceci indique ou accentue une rupture générationnelle, qui conduira à un retournement de l'ordre habituel avec des « *chebab* » (« jeunes » en arabe) qui s'imposent aux chefs de famille. Les liens émotionnels entre les membres de ces groupes sont extrêmement forts, avec des références à une seconde famille⁸. À l'épreuve des manifestations, ces noyaux militants vont s'investir jusqu'au point de non-retour quand, se sachant recherchés par la police, ils basculent dans la clandestinité et, pour certains, dans l'action violente.

1. Entretien avec K. à Al-Bab, décembre 2012.

2. Entretien avec Ya. à Alep, août 2013.

3. Entretien avec F. à Alep, août 2013.

4. Entretien avec T. à Alep, décembre 2012.

5. Entretien avec H. à Al-Bab, décembre 2012.

6. Entretiens avec des membres des différents groupes à Alep et Al-Bab, décembre 2012, janvier et août 2013.

7. Entretien avec B. à Alep, août 2013.

8. Entretien avec F. à Al Bab, août 2013.

La coordination

Les tentatives initiales de coordination nationale sont d'abord des appels à l'unité *via* Facebook. Celles-ci restent informelles et ne permettent pas la construction d'une direction unifiée au niveau local ou national. Pourtant, l'uniformité des slogans et des répertoires d'action à l'échelle nationale interroge sur les modalités de coordination par le bas du mouvement à travers les groupes d'interconnaissance qui se constituent.

Premièrement, les manifestants apprennent par mimétisme les modalités de protestation – par exemple, un enfant chantant des refrains révolutionnaires au mégaphone. La couverture médiatique, coproduite par les manifestants et les médias internationaux, devient un moyen de propagation et de reproduction des répertoires d'action des manifestations. Les protestataires filment eux-mêmes les manifestations, au moyen de caméras ou de téléphones portables, et les diffusent chez l'hébergeur de vidéos Youtube. En effet, les jeunes Syriens font partie d'une génération qui filme sa vie privée. Or, manifester constitue pour la jeunesse un événement exceptionnel : il s'agit de leur premier acte de contestation du régime dans un moment historique. Les chaînes d'information du Golfe, Al Jazeera et Al Arabiya, rendent disponibles ces vidéos à ceux, nombreux, qui disposent d'antennes paraboliques tolérées par le régime. Les manifestants voient donc à la télévision et sur Internet comment opèrent les autres protestataires. Par ce processus, les manifestations s'uniformisent progressivement, produisant un répertoire commun, qui permet aux acteurs d'inscrire leur mobilisation dans un mouvement national.

Deuxièmement, des coordinations locales organisent concrètement les protestations en cloisonnant leurs activités.

« Nous étions organisés en plusieurs petits groupes de quelques personnes. Ces groupes n'avaient aucun contact entre eux et personne ne connaissait l'identité des autres individus. Chaque groupe avait un responsable qui était le seul à rencontrer les responsables des autres groupes. Par exemple, tous les jeudis, j'allais rencontrer d'autres responsables de groupes pour fixer le lieu de la manifestation. Si, le moment venu, les services de sécurité nous attendaient sur le lieu choisi, cela voulait dire qu'un des groupes était surveillé. On se débrouillait alors pour savoir lequel et l'exclure du réseau. Grâce à ce système, l'information et les mots d'ordres pouvaient circuler entre nous sans nous mettre en danger. »¹

Avec le temps, certains activistes jouent le rôle de courrier entre les différents groupes².

Enfin, les modalités et les répertoires d'action vont s'inventer et se diffuser au niveau national par les réseaux sociaux. Dans une société densément connectée, Skype et Facebook deviennent des outils de coordination permettant l'anonymat – grâce au pseudonyme notamment – et une relative sécurité car, semble-t-il, peu surveillés par le régime. Des groupes de discussions, des forums, se constituent sur Facebook et les contacts se multiplient sur Skype entre des individus qui ne se connaissaient pas avant les manifestations. Les réseaux sociaux deviennent un moyen de faire passer des informations sur les actions à venir et les slogans, permettant la mise en forme d'un mouvement national, en l'absence de structures hiérarchiques ou même spécialisées. Les activistes d'Alep participent ainsi sur Facebook au scrutin hebdomadaire dans l'ensemble du pays au sujet du slogan qui sera repris à la prochaine manifestation du vendredi. Les réseaux sociaux deviennent des plateformes d'expression dépourvues

1. Entretien avec Y., à Alep, décembre 2013.

2. Entretien avec O., à Alep, août 2013.

de hiérarchie formelle, mais où le capital culturel et les connaissances techniques introduisent un biais dans la prise de parole. La coordination ne nécessite pas de travail logistique, mais alimente dans l'action le sentiment d'appartenir à une révolution politique.

Le choix de la guerre civile

Au printemps et à l'été 2011, l'appareil de sécurité se trouve débordé par l'ampleur du mouvement de protestation, sans cibles sur lesquelles exercer efficacement une violence dissuasive. Incapable de gérer les arrestations et de contrôler le territoire, le régime poursuit une double stratégie. D'une part, il tente de briser la dynamique nationale du mouvement en ramenant le conflit à des revendications locales ou communautaires. D'autre part, l'utilisation d'une violence de plus en plus massive a pour effet, plus que de dissuader les protestataires, de les contraindre à passer à l'action armée.

L'inadaptation de l'appareil répressif

Dans les premiers mois, les rassemblements sans *leader* prennent à contre-pied des forces de sécurité habituées à traquer des dissidents. Concrètement, à mesure que les manifestations prennent de l'ampleur, la place manque dans les prisons. Les cellules sont surpeuplées, beaucoup de manifestants sont interrogés tardivement et, parfois, pas du tout¹.

Par ailleurs, les forces de sécurité sont minées par la mise en concurrence des différentes institutions. En particulier, la transmission de l'information est limitée entre les dix-huit services de renseignement. Plusieurs manifestants, parmi les plus actifs du gouvernorat d'Alep, échappent ainsi au régime.

« Le régime m'a arrêté à deux reprises, mais j'ai toujours été relâché, alors même que j'étais très impliqué dans l'organisation des manifestations. On ne m'a même pas posé de questions. Les services de sécurité semblaient débordés. »²

Tous nos interlocuteurs disent avoir vu des informateurs à la sortie des mosquées et dans les cortèges, mais les protestataires arrêtés rapportent que les *moukhabarat* semblaient ignorer des pans entiers de leurs activités.

Les techniques habituelles de ciblage et d'infiltration se révèlent inapplicables face à un mouvement constitué de petits groupes cloisonnés.

« Il était très difficile pour le régime de les prendre pour cible. [...] Notre mobilisation n'avait pas de tête dirigeante, elle s'est effectuée de façon spontanée, sur la base d'initiatives individuelles, sans qu'il existe de centres de décision. »³

Dès la fin du printemps, le gouvernement est forcé d'abandonner le contrôle de nombreuses villes autour d'Alep et de certains quartiers périphériques, pour se replier sur quelques quartiers, les axes routiers et les postes frontières du gouvernorat. Ce faisant, les forces de sécurité perdent leur capacité à repérer les individus les plus mobilisés, souvent réfugiés à la campagne, ce qui permet au mouvement de durer.

1. Entretien avec F. à Alep, août 2013.

2. Entretien avec M. I. à Azaz, décembre 2012.

3. Entretien avec M. à Alep, janvier 2013.

La désynchronisation territoriale et communautaire

Confronté au caractère unanimiste des mobilisations, le régime va s'efforcer de diviser le mouvement de protestation en jouant sur les différences locales et communautaires. Pour déconnecter les scènes régionales, le pouvoir essaie de noyer les revendications morales et politiques des manifestants dans les « eaux glacées du calcul égoïste ». Il réactive ses réseaux clientélistes et propose une réponse socio-économique.

« Lors des premières manifestations à Azaz, les services de sécurité du régime ont proposé de résoudre les problèmes de canalisation d'eau. Ceux-ci duraient depuis des années mais soudainement ils pouvaient être résolus en quelques jours, à condition que les parents contrôlent leurs enfants. »¹

L'échec de cette stratégie suggère que le régime ne dispose pas de relais pour démobiliser les manifestants ou engager un processus de négociation. Les dissidents en exil n'ont pas d'autorité sur les protestataires, tandis que les imams ou les chefs de grandes familles sont perçus comme proches du régime².

En parallèle, le régime s'efforce de communautariser les affrontements. Par la violence sélective et la manipulation des antagonismes, il tente dès l'été 2011 d'organiser des territoires différenciés d'un point de vue ethnico-confessionnel et de briser le mouvement unanimiste. Bachar al-Assad présente la contestation comme un mouvement arabe sunnite et concentre la violence sur cette population. À l'inverse, le régime négocie avec des mouvements dont l'idéologie est explicitement identitaire et ménage les populations minoritaires.

« Très tôt, le régime a cherché à isoler nos mobilisations. Sa stratégie était ouvertement de ne pas s'aliéner le soutien des communautés minoritaires confessionnelles. Par exemple, pour tenter de nous calmer, le régime a restitué la nationalité aux centaines de milliers de *bidoun* kurdes [Kurdes syriens ayant perdu leur nationalité lors du recensement de 1962], une revendication que nous réclamions depuis des décennies. »³

Ainsi, dès le printemps 2011, le régime conclut un accord avec le PYD, la branche locale du PKK en Syrie. Celui-ci obtient le contrôle effectif des enclaves kurdes du Djezireh, à l'est du pays, et de Qobane, Afrin, ainsi que des quartiers kurdes à Alep, en échange de la mise au pas des manifestants. Tandis que les forces de sécurité syriennes rentrent dans leurs casernes, le PKK se réimplante dans les zones kurdes et empêche les jeunes kurdes de participer aux manifestations⁴.

Comme dans d'autres situations révolutionnaires (Afghanistan 1979, Libye 2011), les logiques d'opposition communautaire et les hiérarchies internes à celles-ci perdent de leur efficacité en raison des engagements individuels au nom d'idées universalistes. La prophétie auto-réalisatrice sur la nature communautaire des manifestations ne se réalise – partiellement – qu'avec le passage à la violence du côté des protestataires durant l'année 2012. Les slogans prennent progressivement une connotation plus religieuse, associée avec une martyrologie⁵.

1. Entretien avec Ab. à Azaz, décembre 2012.

2. Entretien avec M. I. à Azaz, décembre 2012.

3. Entretien avec Mo. à Erbil, en février 2012.

4. Voir A. Quesnay, C. Roussel, « Pour qui se battre ?... », cité.

5. Pierre Centlivres, « Violence illégitime et violence légitime. À propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », *L'Homme*, 37 (144), 1997, p. 51-67.

Les effets de la violence

Incapable de cibler des mobilisateurs et une organisation inexistante, le régime cherche à accroître les risques de l'engagement¹. Le passage à la violence résulte de la stratégie selon trois modalités, de plus en plus en indiscriminées, dont les effets ne sont que partiellement anticipés.

Le régime adapte son économie répressive à un mouvement de grande ampleur en systématisant la torture, une forme de violence individualisée. Les *moukhabarat* torturent les détenus sans les interroger, avant de les relâcher quelques semaines plus tard, en les menaçant eux et leurs proches s'ils ne cessent pas de manifester². Faute de *leader* identifiable, tout le monde devient une cible. L'absence de discrimination montre qu'une étape a été franchie par le régime dans la définition des protestataires comme des ennemis intérieurs, « des terroristes ». L'extension de la répression est aussi symbolique : les attaques dans les mosquées signifient aux protestataires l'absence de refuge.

Les forces de sécurité, incapables de faire du contrôle de foule, dispersent très brutalement les protestataires, y compris par des tirs sans sommation.

« L'utilisation de la violence était systématique dès le début du mouvement, les bastonnades à la sortie des mosquées, voire à l'intérieur, les attaques au couteau et les tirs de *snipers* dans la foule étaient monnaie courante. »³

À mesure que les manifestations se multiplient, l'appareil répressif opère hors de toute procédure régulière, et s'appuie sur des milices (*chabiha*) qui attaquent les protestataires.

« Lorsque nous sommes sortis de la mosquée pour nous enfuir, la police saccageait tout. Un *chabiha* sabrait les gens qui étaient devant moi. L'un après l'autre, je les ai vus tomber, jusqu'à ce que la foule me pousse contre lui. Là, il s'est arrêté de frapper et s'est mis à hurler, il avait perdu la raison. »⁴

Dans certains cas, les forces de sécurité utilisent des ambulances pour surprendre les manifestants ; les miliciens se rendent dans les hôpitaux pour retrouver des blessés. Ce dérèglement de la violence a pour effet, sinon pour objectif, de convaincre les manifestants que la répression n'a pas de limites.

Dans une phase ultérieure, le régime utilise l'armée et les milices pour punir collectivement les populations, délimitant un territoire ennemi dans une logique de guerre civile. Dans les zones sous-administrées, les rares policiers présents doivent se replier et l'armée se charge de contrôler le territoire. Au début de l'année 2012, des colonnes de blindés sont envoyées dans les campagnes du nord d'Alep, signifiant aux populations de ces zones qu'elles sont désormais en guerre contre le régime.

1. Reinoud Leenders, « Repression Is “Not a Stupid Thing” : The Syrian Regime's Response to the Uprising », 2012, <<http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/warstudies/people/pubs/leenders/repression.pdf>> (consulté le 15 août 2013).

2. Sur l'utilisation de la torture pour démobiliser les protestataires, voir Gilles Dorronsoro, « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 8, 2008, <<http://ejts.revues.org/2223>> (consulté le 15 août 2013).

3. Entretien avec M. à Alep, janvier 2013.

4. Entretien avec Ha. à Alep, décembre 2012.

Cet emploi de la violence a deux conséquences pour un mouvement de contestation qui a explicitement refusé d'utiliser la violence. Premièrement, la répression entraîne un effet cliquet pour les activistes qui, traqués par les services de sécurité, entrent dans l'action clandestine.

« Dès les premières manifestations, certains d'entre nous ont commencé à changer régulièrement d'habitation. On dormait à la campagne, dans des villages où le régime était peu présent. Par la suite, ces villages sont devenus des points de rassemblement efficace car le régime n'avait aucun moyen de nous atteindre, sauf par une action militaire d'envergure. »¹

Les premières armes à feu – pistolets, fusils à chevrotine et, plus rarement, kalachnikovs – apparaissent à partir de l'automne 2011 pour protéger les cortèges. La mort des premiers manifestants crée des martyrs, fournit des noms qui sont ensuite scandés dans les protestations. En l'absence de tout dialogue, les choix se simplifient : l'exil ou l'affrontement.

Avec la militarisation de la répression, des régions entières, notamment rurales, se retrouvent hors de portée de l'armée. En effet, celle-ci ne peut quadriller durablement l'ensemble du territoire syrien. Les zones vidées de la présence quotidienne de l'appareil de répression deviennent des sanctuaires pour les protestataires recherchés par le régime. Ceux-ci, déjà dans la clandestinité, constituent, durant l'hiver 2011-2012, le noyau des premiers groupes d'insurgés. Dès lors, le mouvement de contestation entre dans une logique militaire.

Malgré le passage à la guerre civile, les manifestations pacifiques se prolongent en zones non gouvernementales. Les cortèges entretiennent les liens militants et font perdurer l'esprit des débuts du mouvement face aux groupes armés. Ces manifestations permettent aussi aux différentes obédiences politiques de se différencier dans un contexte marqué par la violence des affrontements idéologiques et militaires.

*
* *

La comparaison avec d'autres situations de crise montre que les deux modèles utilisés sont indépendants : une mobilisation par délibération pourrait théoriquement être sectorielle et conduire à une situation de fluidité. L'originalité de la Syrie est donc la conjonction d'une mobilisation par délibération et d'une crise polarisante.

De fait, les similitudes entre la Syrie de 2011, l'Iran de 1979 et l'Allemagne de l'Est de 1989 suggèrent que ce modèle est généralisable. Les qualifications de ces événements – « imprévisible », « spontané », « impensable » – révèlent les difficultés d'appréhender des protestations qui ne répondent pas à la théorie du choix rationnel ou à la théorie de la mobilisation des ressources.

Comme à Leipzig en 1989, les groupes d'intimes facilitent la prise de risque, réduisent l'incertitude dans une situation non routinière, tandis que la délibération semi-publique contribue à la création d'une identité collective². Comme dans les cas iranien et est-allemand, les Syriens se mobilisent car ils perçoivent une opportunité politique, qui permet un mouvement social en dépit de contraintes répressives fondamentalement inchangées³. En Syrie, le « printemps

1. Entretien avec S. Y. à Azaz, décembre 2012.

2. S. Pfaff, « Collective Identity... », art. cité.

3. Charles Kurzman, « Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social Movement Theory : The Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, 61, 1996, p. 153-170.

arabe » a déclenché un processus de délibération au sein de petits groupes et sur les réseaux sociaux, dans lequel les valeurs, les objectifs et la sociabilité des participants ont été durablement transformés. Les Syriens qui descendent dans la rue le 18 mars sont ainsi des individus à la fois hyper-calculateurs et profondément engagés sur le plan moral et émotionnel.

Confronté aux manifestations, le régime fait un usage stratégique de la crise qu'il militarise pour s'imposer face aux protestations pacifiques. En réponse, les protestataires se radicalisent progressivement en produisant des institutions parallèles, se trouvant ainsi pris dans une logique d'affrontements armés dont la guerre civile constitue l'aboutissement. En définitive, la révolution syrienne se révèle très différente des révolutions tunisienne, égyptienne et yéménite et assez proche de la situation libyenne. Kadhafi avait en effet installé un système institutionnel volontairement très embryonnaire sous son contrôle direct. Par crainte des coups d'État, l'appareil répressif était plus diffus et moins institutionnalisé¹. Par ailleurs, comme en Syrie, les protestations qui commencent en février 2011 n'ont pas de relais institutionnels et le régime répond par la violence. Les cas tunisien et égyptien montrent à l'inverse une situation de fluidité qui tient à l'émergence d'une protestation multisectorielle qui aboutit à la désobjectivation des institutions et à la fin des transactions collusives². En Égypte, au Yémen et en Tunisie, l'armée (une partie de celle-ci au Yémen) refuse d'ouvrir le feu sur les protestataires, provoquant la chute du régime.

Enfin, la crise syrienne montre la difficulté de passer de l'absence de contestation à l'hypothèse d'une domination consentie. Ainsi, les actes transgressifs – dérision, détournement ou escapisme – que relève Lisa Wedeen dans les années 1980 et 1990, et qu'on retrouve encore sous la présidence de Bachar al-Assad, débouchent rarement sur une opposition active³. On pouvait donc faire l'hypothèse que le régime avait réussi à naturaliser son existence et que la population, au final, coproduisait le pouvoir qui l'asservissait. Les mécanismes par lesquels le régime pénètre la société, notamment la décharge, ont été décrits dans d'autres contextes et donnent l'impression d'un système stabilisé⁴. Or, les ruptures comme celles des révolutions arabes montrent au contraire que l'acceptation des systèmes autoritaires est fragile, voire inexistante. Sous certaines conditions, les *hidden transcripts* peuvent devenir des discours publics⁵. L'absence de mobilisation avant 2011 indique probablement que les individus anticipaient l'échec d'une contestation, ce qui fonctionnait à la façon d'une prophétie auto-réalisatrice. Mais que ce calcul change et la révolution commence⁶.

1. Dirk Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

2. Voir Amin Allal, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie : processus de radicalisation politique, 2007-2011 », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), octobre-décembre 2012, p. 821-841 ; Youssef El Chazli, « Sur les sentiers de la révolution : comment des Égyptiens "dépolitisés" sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique*, *ibid.*, p. 843-865 ; Laurent Bonnefoy, Marine Poirier, « La structuration de la révolution yéménite : essai d'analyse d'un processus en marche », *Revue française de science politique*, *ibid.*, p. 895-913.

3. Lisa Wedeen, *The Ambiguities of Domination. Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago, The Chicago University Press, 1999. On retrouve le même phénomène dans les pays de l'Est dans les années 1970 : voir Jay Rowell, *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica, 2006.

4. Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.

5. James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1992.

6. Nous remercions Patrick Haenni, Felix Legrand, Thomas Pierret et les évaluateurs anonymes de la *RSFP* pour leurs commentaires sur les différentes versions de cet article.

— Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay —

Adam Baczko est doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), mention études politiques. Ses recherches portent sur l'exercice de la justice par les mouvements armés. Il est notamment l'auteur (avec Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay) de « Les institutions de la province d'Alep, prémisses d'un nouvel État ? », dans François Burgat, Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013. D'autres publications sont disponibles sur sa page <<http://ehess.academia.edu/AdamBaczko>> (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, EHESS, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris, <adam.baczko@gmail.com>).

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne. Cofondateur du *European Journal of Turkish Studies* (<www.ejts.org>) et du *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* (<www.samaj.revue.org>), il a notamment dirigé *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris CNRS Éditions, 2005, et publié *Revolution Unending. Afghanistan, 1979 to the Present*, New York, Columbia University Press, 2005 (The CERI Series in Comparative Politics and International Studies). Il est un spécialiste de l'Afghanistan et de la Turquie contemporains (<Gilles.Dorronsoro@univ-paris1.fr>).

Arthur Quesnay est doctorant en science politique à l'université Paris I-Panthéon Sorbonne et boursier de l'IFPO (Institut français du Proche Orient). Ses recherches portent sur la construction des conflits communautaires dans le nord de l'Irak depuis 2003. Il a également travaillé sur les dynamiques sociales de l'insurrection libyenne de 2011. Il a notamment publié : « L'insurrection libyenne : un mouvement révolutionnaire décentralisé », dans Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin, 2013, p 113-134 ; et (avec Cyril Roussel) « Avec qui se battre ? Le dilemme kurde », dans François Burgat, Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013 (<quesnay.arthur@gmail.com>).